



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 SEPTEMBRE 2022

Délibération N° 2022-091-DC

<p>Date d'affichage : 19 SEP. 2022</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41</p> <p>Présents : 51 Excusés / absents : 30 dont pouvoir(s) : 15</p> <p>Nombre de votants : 66</p> <p>Secrétaire de séance : Guy BERTIN</p> <p>Date de transmission au contrôle de légalité : 19 SEP. 2022</p>	<p>Le quinze septembre deux mille vingt-deux à 17 heures 45, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le neuf septembre deux mille vingt-deux.</p> <p>Membres présents : Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Christian GALLE, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY</p> <p>Excusés / absents : Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Sophie METAYER, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Éric POEHR, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : Nicole MOISY à François BREE, Sophie METAYER à Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND à Jean-Philippe RETIF, Pierre-Yves DOUET à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT pouvoir à Christian GALLE, Colette GAGNEUX à Michel DELPHIN, Éric POEHR à Catherine EVILLARD, Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT à Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Christophe CARDET à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU</p>
--	--

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU SECTEUR « SAUMUR LOIRE DÉVELOPPEMENT » (PLUI « SLD ») - COMMUNE DE PARNAY – LIEU-DIT CHAMPS DE LA MOTTE – PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE - DÉCLARATION DE PROJET ET MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLUI - CONCERTATION PUBLIQUE

Genèse du projet

Depuis 2018, la société Third Step Energie (TSE) étudie en concertation avec la commune de Parnay, la Communauté d'agglomération et les acteurs du territoire l'implantation d'un parc photovoltaïque sur une propriété d'un seul tenant d'une cinquantaine d'hectares en déprise agricole au sud de Parnay à proximité des carrières de Champigny.

TSE est une société française spécialisée du développement et de l'exploitation de centrales photovoltaïques au sol créée en 2012 dont le siège se situe à Sophia-Antipolis (Alpes Maritimes). Elle compte 150 collaborateurs. Elle exploite un parc de 16 centrales solaires au sol d'une puissance cumulée de 460 MW. Elle a réalisé la seconde plus grande centrale solaire de France à Marville dans la Meuse (260,60 millions d'euros d'investissement sur un site de 115 ha pour une production de 156 MWh/an, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 23.000 habitants).

Après des premiers échanges avec le propriétaire et des exploitants agricoles susceptibles d'exploiter les terrains après aménagement du parc photovoltaïque (un éleveur ovin et un apiculteur), le projet a été présenté au Conseil Municipal de Parnay qui a délibéré en faveur de la poursuite du projet les 06 Février et 19 Décembre 2019.

En janvier 2020, TSE a rencontré les services de l'Etat (Direction Départementale des Territoires - DDT, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - DREAL) et la Chambre d'Agriculture pour un cadrage réglementaire et la prise en compte des attentes.

Le pôle énergies renouvelables animé par le Préfet, qui rassemble la DDT, la DREAL, l'inspection des installations classées (ICPE), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDISS), l'Aviation militaire, l'architecte des Bâtiments de France (ABF) et le parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine (PNR-LAT), a été consulté le 03 Juillet 2020 pour orientations ainsi que la Chambre d'Agriculture.

Après confirmation de la Communauté d'agglomération, la société a engagé les études environnementales (impact) et agricoles (compensation financière collective).

Par délibération du 01 Mars 2021 votre Conseil a pris en considération la demande qui nécessite une procédure de déclaration portant sur l'intérêt général de la réalisation du projet emportant la mise en compatibilité du PLUi SLD par la délimitation d'un STECAL en zone naturelle « N » portant mention « énergie renouvelable » correspondant au périmètre de l'opération et permettant au porteur de projet de bénéficier d'un contrat de complément de rémunération à l'électricité produite par la Commission de Régularisation de l'Energie (CRE). En effet, à ce jour le site est classé en zone agricole « A » ce qui ne le rend pas éligible aux appels d'offre de la CRE.

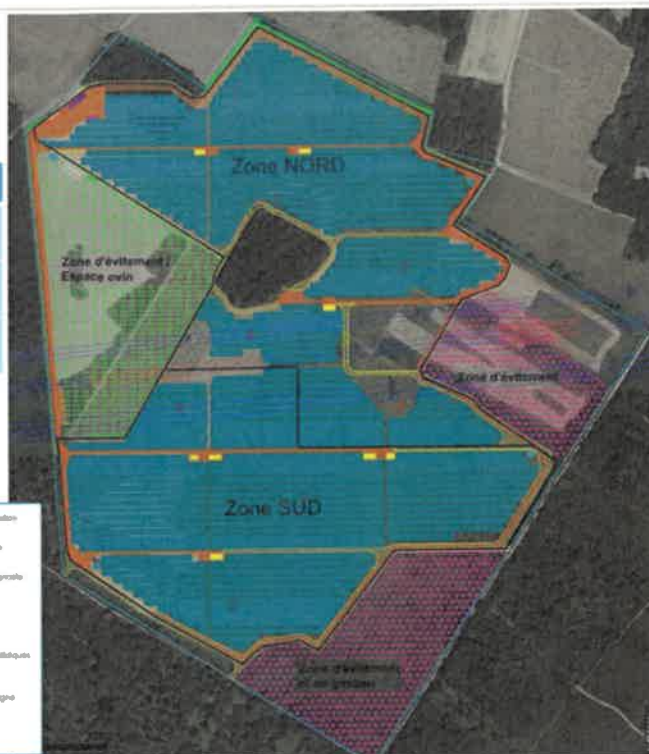
Le projet a été soumis à ce stade précoce à l'avis de l'Autorité environnementale (MRAe) et de la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestier (CDPENAF), au vu du résumé de l'étude d'impact environnemental alors en cours sur le site à initiative du porteur de projet. Compte-tenu de la sensibilité environnementale et paysagère du site, ces autorités ont considéré que les études produites à l'appui de la demande insuffisamment complètes et abouties ne permettaient pas de se prononcer favorablement sur l'évolution proposée du PLUi. Le dossier et les avis ont été publiés sur le site Internet de la Communauté d'agglomération.

Depuis, le projet a évolué pour tenir compte de ces avis et suite à la finalisation des études d'impact et de compensation collective agricole qui seront jointes à la demande de permis de construire déposée prochainement par TSE pour instruction par le préfet. Il a été présenté aux élus communaux et communautaires par le porteur de projet le 30 Juin 2022.

Ainsi à partir du secteur d'études de 53 ha, le projet a été réduit à 40 ha clôturés pour 18,64 ha de panneaux au sol afin de préserver les zones humides et les habitats naturels à forts enjeux pour la biodiversité ainsi que les sols présentant le meilleur potentiel agronomique (prairie de fauche). La puissance projetée en 2021 a été ramenée de 50MWc à 41,2MWc aujourd'hui.

PLAN MASSE

Caractéristiques techniques du projet			
Puissance installée	41,2 MWc	Surface clôturée	40,1 ha
Nombre de modules	63 388	Surface projetée	18,64 ha
Hauteur mini	1,2 m	Hauteur max	3,95 m



Intérêt général du projet

Intérêt pour la transition énergétique

Ce projet de centrale photovoltaïque d'une puissance de 41,2 MWc va permettre la production d'énergie renouvelable correspondant à l'équivalent de la consommation électrique annuelle hors chauffage d'environ 10 000 personnes contribuant ainsi à la réduction de la production des gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles et nucléaire.

Dans le cadre de sa compétence « contribution à la transition énergétique » et de la mise en œuvre de son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), Saumur Val de Loire ne peut que l'encourager car il permettra fortement d'atteindre ses objectifs de production d'énergie renouvelable.

Intérêt pour l'économie locale

Au surplus, il représente un investissement estimé en 2021 à 27 millions d'euros et à la demande de la communauté d'agglomération, le porteur de projet s'engage à se rapprocher d'une plateforme de gestion d'un financement participatif impliquant les habitants du territoire dont la rémunération brute annuelle sera calculée au plus juste au moment de la mise en place.

Le projet générera pour les collectivités des revenus estimés à :

IFER 101 330 €/an	CFE 28 817 €/an	Taxe foncière 41 609 €/an	CVAE 18 610 €/an	Taxe d'aménagement 53 816 €
CA Saumur Val de Loire 50 665 €/an	CA Saumur Val de Loire 28 817 €/an	Commune de Parnay: 26 845 €/an CA Saumur Val de Loire: 1 464 €/an Département 13 299 €/an	Commune de Parnay: 9 864 €/an Département 8 747 €/an	A l'obtention du permis de construire Commune de Parnay: 26 908 € Département 26 908 €

Estimations de la CFE et de la taxe foncière basées sur la situation 2019 et sur des moyennes locales qui ne sauraient se substituer à l'interprétation des textes par l'administration fiscale.

RÉPARTITION DES REVENUS ANNUELS :

Commune de Parnay:	36 709 € / an
CA Saumur Val de Loire :	80 946 € / an
Département Maine et Loire:	72 711 € / an

(source : TSE)

L'étude agricole finalisée démontre la faible valeur agronomique des sols sauf en partie ouest pour 6 hectares qui seront maintenus en prairie de fauche à disposition de l'éleveur ovin exploitant le site et propose au-delà de la gestion raisonnée du site (entretien mécanique, pâturage ovin, apiculture) une mesure de compensation collective financière au bénéfice de divers acteurs agricoles du territoire désignés par la CDPENAF arrêtée à 251 000 € au lieu de 188 000 initialement.

Enfin, Il participera à la dynamique économique locale en phase de chantier puis d'exploitation.

Intérêt pour l'aménagement du territoire

Le porteur de projet confirme que ce dernier répond par ses caractéristiques aux conditions fixées par la Loi Climat et Résilience pour n'être pas comptabilisé dans la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour l'atteinte de l'objectif de sa réduction sur la période 2021-2031. Il ne viendrait donc pas malgré son étendue sur l'espace agricole et sous réserve de la parution du décret et de l'arrêté ministériel fixant les conditions d'exonération et de l'appréciation des services de l'État et de la CDPENAF en déduction des autres projets économiques, résidentiels ou d'infrastructures sur le territoire.

Par ailleurs, à la fin de l'exploitation (minimum 40 ans) le démantèlement est prévu, aux frais exclusifs de TSE qui s'y engagera contractuellement auprès du propriétaire.

Il présente donc à ces titres un intérêt général.

Mise en compatibilité du PLUi « SLD »

En conséquence, pour permettre au projet de se réaliser, il est nécessaire de procéder à une modification du PLUi « SLD » approuvé en mars 2020 par la délimitation d'un STECAL « N » portant mention « énergie renouvelable » correspondant au périmètre de l'opération.

Ni la valeur agronomique des sols, ni les cultures résiduelles ni l'opportunité d'y permettre la construction de bâtiments d'exploitation ne justifient son maintien en zone agricole comme le démontre l'étude de compensation. Les dernières conclusions de l'étude d'impact qui mettent en avant la présence de zones humides et de biodiversité évitées par le projet justifient par ailleurs leur classement en zone N naturelle protégée pour une dizaine d'hectares.

L'article L300-6 du Code de l'Urbanisme prévoit que les collectivités territoriales peuvent, après enquête publique, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de constructions.

Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation du projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L153-4 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cette procédure s'impose quand il est nécessaire :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables,
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
- d'introduire une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances (article L.153-31 du CU) ou susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

Bien que ce ne soit pas le cas, sauf pour la réduction de la zone agricole au profit de la zone naturelle, il apparaît opportun de recourir à la procédure de déclaration de projet pour la création du STECAL notamment pour associer en amont les personnes publiques associées (Etat, Région, Département, chambres consulaires et PNR) et soumettre à la même enquête préfectorale à la fois l'évolution du PLUi et le projet qui la rend nécessaire.

L'autorité environnementale (MRAe) sera de nouveau saisie pour avis au vu de l'étude d'impact finalisée sur les incidences sur l'environnement produite par le porteur de projet et de l'évaluation environnementale de l'évolution du PLUi la prenant en compte. Il en ira de même de la CDPENAF. Le projet de mise en compatibilité du PLUi « SLD » fera ensuite l'objet d'une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées afin d'y apporter le cas échéant les évolutions nécessaires et recueillir leur avis.

Le dossier sera soumis à enquête publique conjointe organisée avec la Préfecture, laquelle portera à la fois sur le permis de construire, sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLUi. Il sera ensuite éventuellement modifié pour tenir compte des observations, propositions et contre-propositions du public, soumis à l'avis de la commune de Parnay puis à l'approbation du Conseil communautaire, la mise en compatibilité du PLUi étant un préalable à la délivrance du permis par le Préfet.

Concertation publique préalable sur le projet de mise en compatibilité du PLUi SLD

La loi d'accélération et de simplification de l'action publique dite loi ASAP adoptée le 28/10/2020 a modifié le code de l'urbanisme pour soumettre à concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par les mises en compatibilité des plans locaux d'urbanisme soumises à évaluation environnementale.

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de la collectivité. Les modalités de la concertation doivent permettre, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. A l'issue de la concertation, l'autorité en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique, ce qui sera le cas (enquête conjointe portant sur le permis de construire et la mise en compatibilité du PLUi), le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

Au regard de l'importance du projet, de la sensibilité du site d'implantation et des premiers avis de l'Autorité environnementale et des services préfectoraux, il apparaît nécessaire de procéder en amont à l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLUi pour la replacer dans le projet de territoire exprimé par le document. Il convient donc d'organiser une concertation selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition d'un dossier présentant les principales caractéristiques du projet de parc photovoltaïque et de la proposition d'évolution du règlement graphique et écrit du plan local d'urbanisme (délimitation d'un secteur N en de taille et de capacité d'accueil limitée des installations de production d'énergie photovoltaïque), au siège de la Communauté d'agglomération, et en mairie de Parnay aux jours et horaires habituels et sur le site Internet de la Communauté d'agglomération pendant une durée minimale de 30 jours annoncée au moins 8 jours avant par voie d'affiche, de presse et sur le site Internet de la Communauté d'agglomération.

- Mise à disposition sur la même période de registres papier au siège de la communauté d'Agglomération et en mairie de Parnay afin de recueillir les observations, propositions et contre-propositions des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées. Possibilité offerte de faire part d'observations par courrier postal au Président de la Communauté d'agglomération 11 rue du Maréchal Leclerc - CS54030 - 49408 Saumur Cedex ou électronique à urbanisme@saumurvaldeloire.fr sous la mention « PVPARNAY ».

Organisation d'une réunion publique sur la commune de Parnay présentant le plan climat-air-énergie territorial (PCAET), les principales caractéristiques du projet de parc photovoltaïque et la proposition d'évolution du règlement graphique et écrit du plan local d'urbanisme annoncée au moins 8 jours avant par voie d'affiche, de presse et sur le site Internet de la Communauté d'agglomération.

Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil communautaire et sera joint au dossier d'enquête publique.

A noter que le projet en lui-même n'est pas selon son porteur soumis à concertation au titre du code de l'environnement ni de l'urbanisme.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L103-2 nouveau et suivants, L300-6, R104-8 et suivants et L153-54 et suivants,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal du secteur « Saumur Loire Développement » approuvé le 05 Mars 2020,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Parnay en date du 19 Décembre 2019 prenant en considération l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur son territoire au lieu-dit Champs de la Motte,

Considérant la présentation du projet et de ses incidences sur le PLUi « SLD » au groupe de travail évolutions des documents d'urbanisme du 21/01/2021,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 01 Avril 2021 engageant une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Parnay emportant la mise compatibilité du PLUi SLD,

Vu les avis de la MRAe du 25 Août 2021 et de la CDPENAF du 21 Septembre 2021 sur le projet de mise en compatibilité du PLUi avec le projet de parc photovoltaïque à Parnay,

Vu la présentation faite aux élus le 30 Juin 2022 et les éléments communiqués par la société TSE sur son projet,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du territoire, habitat du 06 Septembre 2022,

Considérant l'intérêt général que présente la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Parnay tant d'un point de vue environnemental qu'économique,

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE CONFIRMER** l'engagement d'une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Parnay emportant la mise compatibilité du PLUi SLD,
- **DE DEMANDER** au Président de prendre tout acte visant à l'organisation et à la conduite de ladite procédure,

- **DE DÉFINIR** les modalités de concertation publique de la mise en compatibilité telles qu'énoncées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20220915-2022-091-DC-DE
Date de télétransmission : 19/09/2022
Date de réception préfecture : 19/09/2022


La présente délibération sera notifiée au Préfet, à la Présidente du Conseil Régional, à la Présidente du Conseil Départemental, à l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional, à la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et à la Chambre d'Agriculture.

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois à la mairie de Parnay ainsi qu'au siège de la communauté et publié sur le site de la Communauté d'agglomération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 65 – Contre : 0 - Abstention : 0
Sophie TUBIANA ne prend pas part au vote

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »